UNE VISION DE L’AVENIR NOURRIE PAR UNE RÉFLEXION SUR L’HISTOIRE

Hubert Vedrine

Une vision de l’avenir nourrie par une réflexion sur l’histoire

Pour tenter d'évaluer objectivement, trente ans après son élection, les quatorze années (dont quatre de cohabitation) de la politique étrangère du Président Mitterrand, il faut se rappeler d'abord qu'elle s'est inscrite à la fois dans la fin de la Guerre froide et, après 1992, dans les débuts du monde «global»; qu'elle dut faire face à de nombreuses crises et guerres (Euromissiles, Malouines, Liban, Iran-Irak, Tchad, Koweït, Yougoslavie, Rwanda, etc.); qu'il travaille avec quatre ministres des affaires étrangères: Claude Cheysson, de 1981 à fin 1984 (mais ils se comprenaient mal); puis Roland Dumas, son fidèle interprète de 1985 à 1986; Jean-Bernard Raimond, pendant la cohabitation avec Jacques Chirac de 1986 à 1988; Roland Dumas à nouveau de 1988 à 1993; enfin pendant la seconde cohabitation avec Edouard Balladur, de 1993 à 1995, Alain Juppé, qui eut une vraie influence. Alors que certains spéculaient sur ce que serait une politique étrangère «socialiste», la sienne fut... mitterrandienne, soit, pour citer Jean Musitelli, «une combinaison efficace de convictions et de réalisme; un œil sur l'international et l'autre sur les valeurs universelles; une vision de l'avenir nourrie par une réflexion sur l'histoire, en particulier celle, tragique, du XXème siècle». Avec les présidents Reagan, Bush père, et Clinton, il fut fidèle à sa ligne: «ami, allié, pas aligné». Il s'entendit étonnamment bien avec le premier, créa une vraie confiance avec le second, et eut une relation bonne, quoique brève, avec le troisième, sur la Yougoslavie. Il fit de la France un acteur majeur des relations Est-Ouest, contre les SS 20 et pour l'équilibre des forces en Europe (mais pas par «atlantisme»). Il partagea la même vision que les États-Unis sur la Yougoslavie, le Liban, et la gestion de la réunification allemande (toutefois l'avenir de l'OTAN lui était indifférent), mais il s'opposa à eux sur le gazoduc russe, l'État palestinien, et divergea entre autres sur Gorbatchev, la stratégie nucléaire de l'OTAN (celle qui avait amené de Gaulle à en sortir), l'Afrique des grands lacs, l'aide au développement, la libéralisation des mouvements de capitaux,. N'oublions pas que François Mitterrand avait amené au pouvoir l'Union de la gauche, alors même que Thatcher et Reagan venaient de donner le coup d'envoi de la dérégulation et de la financiarisation qui devaient conduire à l'économie-casino, et à la crise, tragique concomitance! Dès octobre 1981, François Mitterrand avait prédit, à Latché, à Helmut Schmidt que d'ici quinze, voire dix ans, l'URSS serait trop affaiblie pour empêcher la réunification allemande! Elle eut lieu en 1990... Dès que Helmut Kohl et lui eurent neutralisé Mrs. Thatcher à Fontainebleau en 1984, ils relancèrent la construction européenne enlisée dans des contentieux techniques, et choisirent Jacques Delors pour la Commission. François Mitterrand n'agit pas ainsi que par conviction européenne – réelle – mais afin que l'Allemagne accepte, avant sa réunification, de sacrifier le Mark – sa fierté légitime – à une monnaie européenne unique créée en commun. Helmut Kohl lui-même le pressait: «Allons le plus loin possible ensemble, François, je suis le dernier Chancelier allemand vraiment pro-européen.» François Mitterrand atteint son objectif par un judo réussi lors de la réunification. Après quoi les allemands imposèrent leurs critères à l'euro. Le troisième round – quelle politique économique et monétaire dans la zone euro, décidée par qui? – se joue maintenant. Convaincu de l'intérêt pour l'Europe de la réussite de Gorbatchev (décidé à ne jamais employer la force en Europe de l'Est) il ne réussit pas à convaincre Bush et Major d'aider celui-ci. Il échoua à imposer sa «confédération européenne», idée lancée trop tôt, dès le 31 décembre 1989, sans préparation et avec un défaut rédhibitoire pour les Européens de l'Est: il y incluait l'URSS. Il ne réussit, pas plus que les autres dirigeants européens et américains, qui le souhaitaient comme lui, à gérer la désintégration yougoslave et à empêcher les guerres qui en découlèrent. Il maintint le plus haut possible le soft power français (relations culturelles, Liban, francophonie – dont il créa les sommets en 1986). Il défendit la création culturelle et audiovisuelle dans les négociations multilatérales du GATT. En Afrique, il assuma globalement l'héritage de ses prédécesseurs, mais profita de la fin de l'URSS pour y encourager la démocratisation (discours de la Baule en 1991). En 1994, année du génocide au Rwanda, Nelson Mandela voulut qu'il soit le premier chef d'État occidental à venir en visite officielle dans la nouvelle Afrique du Sud. Au Proche Orient, il soutint toujours le droit d'Israël à sa sécurité. Mais il fut le premier grand dirigeant occidental à parler d'État pour les Palestiniens (discours à la Knesset, mars 1982), ce qui lui valut l'inimitié durable de la droite israélienne. Il ne revint en Israël qu'en 1994 quand Itzak Rabin – le grand homme d'état israélien des trente dernières années – fut Premier Ministre. Il assuma au mieux les relations avec les grands dirigeants arabes. Bien avant qu'on parle de pays émergents, François Mitterrand se préoccupa de la Chine, de l'Inde, du Brésil, du Mexique, de l'Indonésie, de l'Asie centrale, qu'il visita, comme de la Turquie, où il se rendit en 1992. Sur le plan stratégique, il fut un continuateur («La dissuasion, c'est moi.»), un modernisateur (les sous-marins), un réformateur et un clarificateur (concept stratégique, fin des armes nucléaires tactique, fin des essais). Sur les droits de l'homme, il cumula coups d'éclats (Sakharov) et interventions discrètes. Sur tous les plans il laissa une forte impression d'intelligence stratégique et tactique, de compréhension historique des pays et des situations, de vision et de réaction, de capacité de proposition. Sa relation avec ses grands homologues fut forte, confiante et productive (Kohl, Gorbatchev, Bush, Felipe Gonzales, Thatcher). Il renforça avec Perez de Cuellar et Boutros Ghali les institutions multilatérales. Dans la conduite des affaires, il ne chercha jamais à marginaliser le quai d'Orsay. Les polémiques qui ressurgissent périodiquement sur la politique étrangère de Mitterrand ont des traits communs: l'anachronisme; l'exploitation d'épisodes ou de phrases tirés de leur contexte; l'ignorance de la politique étrangère des autres pays; la non prise en compte des évènements antérieurs ou postérieurs, ainsi que des travaux d'historiens sérieux, ou de témoins directs, qui les rendraient sans objet. C'est typique sur la réunification allemande. François Mitterrand est censé ne pas l'avoir vue venir alors qu'il a eu cette perspective à l'esprit tout au long des années 80! Il est censé s'y être opposé alors qu'il a tout fait pour que cela se passe bien, pour la France et pour l'Europe, et qu'avec le recul c'est son extraordinaire entente avec Kohl, malgré leurs légitimes différences, ainsi qu'avec Bush et Gorbatchev, qui frappe. Tilo Schabert et Dominique Bozzo ont écrit à ce sujet des pages définitives. Même remarque en ce qui concerne la désintégration yougoslave. On a présenté Mitterrand comme pro serbe (il était plutôt «pro yougoslave»), et isolé alors que tous les Européens (sauf l'Allemagne) et Bush étaient sur la même ligne. Sur le Rwanda, certaines attaques ont été délirantes: la France «aurait coopéré avec un régime qui préparait un génocide». Rien que cela! En fait elle a aidé à se défendre un pays attaqué de l'extérieur par le FPR, soutenu par l'Ouganda, pour mieux exiger un partage des pouvoirs entre les Hutus, ultra majoritaires, et les Tutsis. Politique d'Arusha, honorable, mais qui échoua, torpillée par les extrémistes des deux bords. L'attentat contre l'avion des deux présidents déclencha le génocide. On mesure mieux avec le recul la vanité de ces polémiques partisanes, qui n'ont pas terni le prestige de François Mitterrand aux yeux des Français. En revanche, elles ont empêché jusqu'ici, par leur outrance, ou leur absurdité, des interrogations plus sérieuses. Par exemple: qu'aurait dû faire François Mitterrand pour que sa confédération européenne soit acceptée? Est-ce que les drames yougoslaves auraient pu être collectivement prévenus dès les années 80? François Mitterrand aurait-il pu obtenir le soutien des États-Unis à sa politique de prévention au Rwanda, ce qui aurait changé la suite, car du coup, ils auraient contrôlé l'Ouganda et donc le FPR? Aurait-il pu résister plus à la libéralisation des mouvements de capitaux, ou à la dérive dogmatique de la Commission sur la concurrence? Obtenir que la Banque centrale européenne ait à se préoccuper aussi de croissance? Pourquoi a-t-il communiqué magistralement sur la guerre Irak/Koweït, et si peu, et de façon décalée, sur sa politique allemande? Questions légitimes, auxquelles les historiens répondront. Mais au vu du bilan, personne ne conteste que François Mitterrand a été un grand président, qui a préservé les intérêts, le rang et l'image de la France au milieu de grands bouleversements. Il y a encore beaucoup de leçons à tirer sur le fond et sur la forme de sa politique étrangère.

Source:Https://Www.hubertvedrine.net

01/05/2011